

Motion d'actualité du Conseil syndical de Décembre 2019

A Paris, le 12 décembre 2019

Retraites, services publics, DGFIP : combattre l'idéologie de la régression

Le mouvement porté par les organisations syndicales, contre la réforme à points, est un mouvement inédit depuis l'arrivée de ce gouvernement au pouvoir. La grande majorité du monde du travail est vent debout contre ce projet de réforme : cheminots, RATP, éducation nationale, culture, entreprises privées, raffineries, pompiers, hospitaliers,...

La journée du 5 décembre a été marquée par une forte mobilisation des salarié·es en grève avec 1,5 millions de manifestant·es dans la rue. A cette occasion, les agent·es à la DGFIP se sont particulièrement mobilisés. Le 11 décembre, le 1er ministre, n'a apporté aucune réponse aux revendications.

Solidaires Finances Publiques réaffirme son opposition viscérale à ce projet, ainsi qu'à la politique globale de ce gouvernement, qui remet en cause les solidarités et le contrat social.

C'est une idéologie que les agent·es des finances publiques subissent depuis de longues années. C'est la même qui s'applique brutalement à la DGFIP et qui se traduit par des suppressions d'emplois, une remise en cause du réseau territorial, des restructurations en tout genre, une perte de pouvoir d'achat et une dégradation inquiétante des conditions de travail.

C'est la même qui sape les valeurs, les principes et l'efficacité du service public, dénigre les fonctionnaires et organise la régression sociale.

Solidaires Finances Publiques s'inscrit dans ce combat global qui vise à défendre les solidarités, le système de protection sociale et de retraites, le service public, le statut des fonctionnaires et les missions et moyens de la DGFIP.

Solidaires Finances Publiques réaffirme donc son opposition à ces réformes néfastes et poursuivra la mobilisation tant que les retraits de la réforme par point et le projet Darmanin n'auront pas été obtenus.

**Solidaires Finances Publiques appelle les personnels de la DGFIP à se réunir en
AG pour débattre des suites à cette mobilisation,
et à participer d'ores et déjà aux mobilisations inter-professionnelles du 17
décembre.**